

Présentation du rapport de la commission des questions politiques et des avis par Andreas Gross

L'essence des droits de l'homme, c'est la dignité. Il n'y a pas d'existence digne de ce nom sans que l'homme puisse disposer de lui-même. C'est pourquoi, la démocratie est aussi un droit de l'homme et non le privilège de certains citoyens. Il n'y a pas d'existence digne pour qui ne peut marcher debout, pour qui est privé du droit de disposer de lui-même.

Cependant, la démocratie est davantage qu'un droit de l'homme. C'est une mosaïque composée de milliers de pièces différentes, qui n'assurent qu'ensemble la qualité de la démocratie. Il est donc singulier de constater que bien que nous nous trouvions dans une maison de la démocratie, nous avons élaboré au cours de l'histoire des critères pour évaluer les droits de l'homme, et non, jusqu'ici, des critères pour juger de la démocratie, qui va au-delà des droits de l'homme.

Je dirai ouvertement ce que je pense parfois, que nous ne sommes pas une Maison de la démocratie, mais un hôpital de la démocratie ! Ce ne serait pas tragique, car il faut que nous devenions plus sage et plus raisonnables. Le Président lui-même a écrit dans sa préface que "la démocratie est un processus d'apprentissage permanent". Il faut pourtant être conscients que l'on n'est pas encore suffisamment raisonnable, mais qu'on pourrait l'être davantage. Et selon moi, c'est parfois de cette autocritique que nous sommes incapables.

Il n'y a personne ici qui ne se considère comme un démocrate. Cependant, quand nous demandons leur avis aux gens de notre pays (et le présent rapport est avant tout rédigé sous l'angle de la population, car on juge de la qualité de la démocratie du point de vue de la population et non en fonction de celui des représentants élus des citoyens, et de la société civile), on n'en rencontre quasiment aucun qui ne soit déçu par la qualité de la démocratie.

L'un des trois paradoxes de notre époque, c'est que jamais autant de femmes et d'hommes n'ont vécu en démocratie et que dans le même temps, il n'y en a sans doute jamais eu autant qui étaient déçus par ce système. Un autre paradoxe, c'est que depuis qu'elle est devenue la seule source d'un pouvoir politique légitime, ce qui s'est fait de façon définitive et universelle il y a quelque seize ans seulement, depuis qu'aucun responsable politique ne dit plus qu'il n'est pas un démocrate, la démocratie est faible et la crise dans laquelle elle est plongée a pris des contours plus accusés.

Pour être bien conscient de cette situation, il faut revenir à nos racines. Dans la société moderne, celles-ci sont sans aucun doute la guerre d'indépendance américaine et la Révolution française, qui sont liées par bien des aspects. Ainsi, Thomas Paine et Condorcet jouèrent un rôle dans les deux révolutions et la Déclaration des droits de l'homme, proclamée par le peuple français fut le premier texte de référence pour la démocratie.

A regarder de plus près ce qu'on entend véritablement par démocratie, on voit qu'elle signifie bien plus que des élections qui ont lieu tous les quatre ou cinq ans entre des responsables politiques, ou qu'un choix entre deux vins différents. La liberté, c'est davantage que le choix entre des membres de l'élite. La démocratie et la liberté signifient que nous pouvons avoir ensemble une influence sur nos propres principes de vie.

La démocratie prévoit des droits, des procédures et des institutions pour que les conflits qui se produisent nécessairement soient réglés le plus pacifiquement possible. Chaque fois qu'il y a des manifestations de violence, que ce soit de façon souterraine ou au grand jour, quelque chose ne va pas dans la démocratie. C'est là un signe qui ne trompe pas sur la qualité d'une démocratie.

Le pouvoir démocratique, c'est la capacité, le droit et la volonté d'avoir conjointement une influence sur sa propre existence. "La vie n'est pas une fatalité", c'était aussi le grand slogan de la Révolution française. Et la représentation parlementaire, c'est-à-dire l'élection de ceux qui, comme nous, représentent le peuple au Parlement, n'était qu'une béquille pour réaliser la démocratie, mais elle n'en est pas la seule partie constitutive. Le fait que ce système soit considéré aujourd'hui comme le seul possible est l'un des grands problèmes et des phénomènes de la crise de la démocratie.

Et c'est là le deuxième grand paradoxe : Comme le soulignait l'hebdomadaire britannique "The Economist" – qui n'est pas une revue de gauche – la représentation parlementaire, était naturellement

déterminante il y a 200 ans, car une grande partie de la population ne pouvait alors ni lire ni écrire, elle n'était pas suffisamment informée pour pouvoir déterminer sa propre existence. Les représentants parlementaires restent aujourd'hui encore indispensables, cela, c'est absolument vrai.

Cependant, aujourd'hui, la différence entre un représenté et un représentant est pratiquement nulle. Il y a même des femmes et des hommes qui, dans certains milieux sociaux, en savent davantage que nous. Et c'est là le deuxième paradoxe, source de frustrations au sujet de la démocratie, dont j'ai parlé au début. Il y a dans la société un trop plein de capacités, un savoir-faire qui n'est pas pris en considération par les institutions.

Les institutions démocratiques ne permettent pas à la société de réaliser son propre potentiel, ce qui est une source de frustrations pour beaucoup de femmes et d'hommes, parce qu'ils peuvent en faire bien davantage que de se borner à élire des représentants. Le présent rapport vise donc à élargir au-delà des élections dans notre pays, à tous les niveaux – national, régional et local – les droits participatifs obligatoires des femmes et des hommes. Au-delà des élections, et non à l'encontre de celles-ci, sachant que les élections ne sont pas le seul élément de l'affirmation de la liberté. Nous ne sommes pas libres un dimanche seulement, quand nous allons voter, mais aussi les jours ouvrables et jour après jour pendant les quelques années qui séparent les élections.

Et voici le troisième grand paradoxe, qui fait bien ressortir aujourd'hui l'état de crise dans lequel se trouve la démocratie : la démocratie est bien davantage qu'un bureau de vote où l'on décompte les voix, elle est bien plus que des droits et des procédures, c'est aussi une promesse que les chances de vie seront également réparties, que personne ne sera loin du compte, comme l'a souligné Marcel Glesener, membre de la Commission des questions sociales. Pour que ceci soit néanmoins possible, il faut que la démocratie et l'économie soient placées sur le même plan.

Aujourd'hui, la démocratie ressemble au gouvernail d'un bateau qui serait trop court si bien qu'il ne touche plus l'eau. Certains diront alors qu'on pourrait le jeter dans les poubelles de l'histoire, d'autres qu'il faudrait le rallonger. C'est pourquoi, il faudrait instaurer d'urgence une démocratie transnationale, qui est la condition indispensable pour que les marchés, l'économie et les intérêts des femmes et des hommes puissent être civilisés.

Car la démocratie sert aussi à représenter l'intérêt général, le bien commun, ce qui constitue une seconde perspective dans laquelle il faut que nous nous placions.

Il faut démocratiser l'Europe. Notre continent a autant besoin de la démocratie que celle-ci a besoin de l'Europe. Et si nous faisons les deux, c'est-à-dire si nous nous attachons à parfaire la démocratie et à l'étendre au niveau national, nous pourrions veiller, chez nous et au sein du Conseil de l'Europe, à trouver une issue à la crise de la démocratie, et regagner la confiance de la population, qui, aujourd'hui, se défie de nous.